

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Michaël DELAFOSSE ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Christian DUMONT ayant donné pouvoir à Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Excusés : Sonia KERANGUEVEN.

**Décentralisation du stationnement payant sur voirie
Redevances applicables sur les zones réglementées
au 1er janvier 2018**

La mise en œuvre prochaine de la réforme de la décentralisation et dépenalisation du stationnement sur voirie, issue de l'article 63 de la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014, va impliquer de nombreux changements. Cette évolution réglementaire devra être mise en œuvre à la date butoir du 1^{er} janvier 2018.

En effet, le paiement du stationnement devient une redevance d'occupation du domaine public.

L'amende pénale disparaît ; elle est remplacée par un Forfait Post Stationnement (FPS) que devront payer les usagers qui ne s'acquittent pas de la tarification en vigueur. Ce Forfait Post Stationnement est voté par le Conseil Municipal en même temps que le barème tarifaire. Il ne peut dépasser le tarif maximum de stationnement autorisé. Toutefois, il peut être minoré si l'usager le paie dans les 4 jours.

La ville pour mettre en œuvre le forfait post-stationnement doit modifier les barèmes tarifaires existants et ajuster la durée de stationnement maximale autorisée par zone.

Dans ce contexte, la ville de Montpellier a programmé la mise en application de la loi, en intégrant les modifications apportées par la réforme à partir du périmètre existant, et en intégrant les nouveaux quartiers à forte pression en matière de stationnement, notamment Malbosc et Grisettes.

Les enjeux du stationnement sur voirie dans le cadre d'une politique de mobilité

Le stationnement, levier des politiques publiques de mobilité et d'aménagement urbain, permet de favoriser et de valoriser un partage de l'espace public, rare par nature dans les centres des grandes agglomérations.

Cette régulation de l'espace public permet :

- d'accentuer le service rendu à l'usager
- de satisfaire les multiples usages,
- de renforcer l'attractivité commerciale et touristique,
- de lutter contre les comportements inciviques et contre la fraude,
- d'accélérer la transition vers de nouvelles mobilités, en limitant l'usage de l'automobile,
- d'améliorer la qualité de l'air.

La continuité des modalités de réglementation du stationnement

Le maintien de l'amplitude horaire du stationnement réglementé de 9 h à 18 h du lundi au samedi inclus ; le stationnement reste gratuit les jours fériés et le dimanche.

Le maintien de trois zones réglementées, courte, moyenne et longue durée avec incitation à la rotation des véhicules par l'affirmation d'une durée cible adaptée au forfait post-stationnement :

- une zone de courte durée ciblée à 2 heures soit 4 rotations par jour
- une zone de moyenne durée ciblée à 4 heures soit 2 rotations par jour
- une zone de longue durée ciblée à 6 heures soit 1 rotation par jour

Une quasi stabilité du périmètre réglementé existant.

La définition d'un zonage adapté aux exigences du Plan de Déplacement Urbain et de l'évolution de la ville

La politique de stationnement ne doit pas s'envisager au seul niveau des quartiers, et doit prendre en compte celui de la Ville et de la Métropole. Elle est un élément essentiel de l'organisation des déplacements à l'échelle des bassins de vie et de mobilité. Elle doit également intégrer la diversité des usages et s'adresse à tous les usagers de la voirie.

Le stationnement sur voirie a toute sa place dans les politiques de la mobilité et au développement du territoire au côté des autres démarches de planification : plan local d'urbanisme intercommunal et plan de déplacement urbain.

La politique de stationnement s'inscrit également dans la démarche de développement durable à laquelle la ville de Montpellier est très attachée :

- amélioration du cadre de vie et de la qualité de l'air,
- orientation du choix des usagers vers des modes de transports plus respectueux de l'environnement,
- amélioration de l'accessibilité au centre-ville avec un report du stationnement longue durée dans les

parcs de stationnement en ouvrage ...

Dans ce cadre, le zonage prend en compte les besoins du stationnement, les usages, l'évolution de la ville ainsi que l'aménagement des nouveaux quartiers.

Le plan des zones de stationnement réglementé proposé au 1^{er} janvier 2018 est présenté en annexes.

Par arrêté, le Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police définit, les règles de stationnement applicables sur le territoire communal. Il appartient maintenant au Conseil Municipal, en application des dispositions de l'article L2333-87 du CGCT, de fixer le montant des redevances applicables sur ces zones.

La définition d'un barème tarifaire en réponse aux exigences du Forfait Post Stationnement et aux nouveaux besoins

La présente délibération a pour objet conformément à l'article L2333-87 du CGCT de proposer des tarifs qui prennent en compte :

- le maintien d'un tarif identique voire inférieur aux tarifs 2017 pour les deux premières heures de chacune des trois zones,
- le maintien du tarif résident mensuel,
- une baisse du tarif résident annuel (deux mois offerts),
- baisse du tarif préférentiel mensuel ou annuel (avec deux mois offerts) pour les résidents détenteurs d'un abonnement annuel de transports en commun urbain (tramway et bus).
- Le maintien de deux abonnements résidents par foyer,
- Le maintien des 30 premières minutes gratuites pour les usagers du stationnement sur voirie,
- la prise en compte des besoins spécifiques de certaines professions : artisans, professionnels de la santé et de l'action sociale, aides à domicile, en leur offrant la possibilité de forfaits journalier, mensuel ou annuel.
- Le maintien d'une durée cible de stationnement maximum par zone afin de maintenir la rotation des véhicules.
- L'incitation de l'usager à utiliser les parcs de stationnement en ouvrage au-delà de cette durée cible,
- La prise en compte de la méthode de détermination du forfait post-stationnement (FPS).

En effet, la modification de l'amende pénale en forfait post-stationnement ne doit pas pénaliser les usagers.

Par conséquent :

- **Pour les zones jaunes et orange** le forfait post stationnement minoré que l'usager peut régler dans les 4 jours suivant le constat de non-paiement est fixé à 17 €, montant de l'amende actuelle. Dans le cas où l'usager préférerait acquitter le forfait post-stationnement dans les 90 jours, son montant correspondra au montant actuel de l'amende pénale majorée soit 33 €.
- **Pour la zone verte** le forfait post stationnement minoré que l'usager peut régler dans les 4 jours suivant le constat de non-paiement est fixé à 10 €. Dans le cas où l'usager préférerait acquitter le forfait post-stationnement dans les 90 jours, son montant est fixé à 17 €, montant de l'actuelle amende pénale.

30 minutes gratuites par jour toutes zones	Tarif 2018
Carte Oxygène pour tous → 30 minutes gratuites par jour	0,00 €

Stationnement payant zone Courte Durée "Jaune" limitée à 5 h	Tarif 2018
Tarif normal 1h	2,00 €
Tarif normal 2h	4,00 €
Tarif normal 3h	10,00 €
Tarif normal 4h	17,00 €
Tarif normal 5h	33,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement	33,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement minoré (paiement sous 4 jours)	17,00 €

Stationnement payant zone moyenne durée "Orange" limitée à 7 h	Tarif 2018
Tarif normal 1h	1,00 €
Tarif normal 2h	2,00 €
Tarif normal 3h	3,00 €
Tarif normal 4h	4,00 €
Tarif normal 5h	10,00 €
Tarif normal 6h	17,00 €
Tarif normal 7h	33,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement	33,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement minoré (paiement sous 4 jours)	17,00 €

Stationnement payant zone longue durée "Verte" limitée à 9 h	Tarif 2018
Tarif normal 1h	0,80 €
Tarif normal 2h	1,00 €
Tarif normal 3h	1,20 €
Tarif normal 4h	1,40 €
Tarif normal 5h	1,60 €
Tarif normal 6h	1,80 €
Tarif normal 7h	4,00 €
Tarif normal 8h	10,00 €
Tarif normal 9h	17,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement	17,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement minoré (paiement sous 4 jours)	10,00 €

Personne à Mobilité Réduite	Tarif 2018
PMR (détenteur de la carte d'invalidité) sur toutes les places de stationnement ouvertes au public pour une durée de 12 heures maximum (loi du 18/03/2015)	0,00 €

Résidents (tarif par voiture - 2 véhicules au maximum par foyer sur justificatifs*)	Tarif 2018
Tarif résident 1 mois	15,00 €
Tarif résident 1 mois avec abonnement annuel de Transport en Commun (Tramway ou Bus)	3,00 €
Abonnement annuel (12 mois pour le prix de 10 mois)	150,00 €
Abonnement annuel avec abonnement annuel de Transport en Commun (Tramway ou	30,00 €

Bus)	
------	--

*Liste des justificatifs à fournir :

- Bail, acte notarié ou taxe d'habitation
- Dernière facture électricité (datant de moins de 3 mois), téléphonie fixe ou assurance habitation
- Carte grise du véhicule
- Justificatif de l'abonnement annuel des transports en commun

Artisans / Aide à Domicile / Santé & Action Sociale (stationnement autorisé sur toutes les places ouvertes au public sans limitation de durée - 1 véhicule par demandeur sur justificatifs**)	Tarif 2018
Forfait 1 jour	2,00 €
Forfait 1 mois	20,00 €
Forfait 1 an	200,00 €

**Liste des justificatifs à fournir :

➤ **pour les artisans :**

- la carte grise du véhicule (au nom de la société ou de l'artisan)
- un extrait Kbis (RCS) ou D1 (répertoire des métiers) de moins de 3 mois précisant le code activité (APERM) et l'adresse où s'exerce l'activité

➤ **pour les aides à domicile :**

- la carte grise du véhicule (au nom de l'entreprise ou de l'association)
- l'agrément préfectoral en cours de validité de l'association ou de l'entreprise précisant le code activité (APE 8810A) et l'adresse où s'exerce l'activité

➤ **pour les professionnels de santé et d'action sociale :**

- la carte grise du véhicule
- la carte professionnelle en cours de validité attestant leur appartenance aux professions de santé telles que définies par le code de la santé publique : infirmiers libéraux, kinésithérapeutes, sages-femmes, orthophonistes, orthoptistes, pharmaciens, médecins, chirurgiens-dentistes, orthodontistes, odontologistes, ergothérapeutes, audioprothésistes, opticiens-lunetiers, prothésistes, orthésistes, diététiciens, psychomotriciens, vétérinaires, auxiliaires médicaux (podologues, pédicures, aides-soignants), auxiliaires de puériculture et ambulanciers
- justificatif de domiciliation du local (datant de moins de 3 mois)

Vu l'avis qui a été rendu par le Conseil de Métropole le 29 mars 2017 sur la proposition de détermination par le Maire de Montpellier des conditions de réglementation du stationnement sur voirie ainsi que sur la proposition de barème tarifaire soumise à l'approbation du conseil municipal de Montpellier dans la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les redevances applicables sur les zones réglementées pour le stationnement payant sur voirie à compter du 1^{er} janvier 2018 dans les conditions prévues par la délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou l'Adjoint Délégué à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est à la majorité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Zonage actuel
- Cite Mion
- Les Aubes Antigone Pompignane
- Arceaux Figuerolles
- Cité Astruc Clementville Beausoleil
- Celleneuve
- Malbosc
- Les Grisettes
- Port Marianne
- cadrage des conditions applicables à l'arrêté du Maire

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20170330-1771-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 04/04/17
Réception en Préfecture : 04/04/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.